



**Plénière**

Avis n° 23 CB 10 et 23 CB 11

Séance du 9 juin 2023

**A V I S**

Articles L. 1612-12 et L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales

Compte administratif 2022 et budget primitif 2023

**COMMUNE DE LAYS-SUR-LE-DOUBS**

*Département de Saône-et-Loire*

**LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ,**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-2 et L. 1612-12 ;
- le code des juridictions financières ;
- les lois et règlements relatifs aux budgets et à la comptabilité des communes ;
- l'arrêté n° 2023-01 du 19 décembre 2022 relatif aux formations de délibéré et aux attributions des sections de la chambre ;
- la délibération n° 11-2023 du 14 avril 2023 de la commune de Lays-sur-le-Doubs ;
- la lettre du 12 mai 2023, enregistrée au greffe le 12 mai 2023, par laquelle le préfet de Saône-et-Loire a saisi la chambre régionale des comptes en application des articles L. 1612-2 et L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), au motif que le budget primitif 2023, ainsi que le compte administratif 2022 du budget principal de la commune de Lays-sur-le-Doubs n'ont pas été adoptés par le conseil municipal avant le 15 avril 2023 ;
- la lettre en date du 15 mai 2023, notifiée le 16 mai 2023, par laquelle le président de la chambre régionale des comptes a invité le maire de Lays-sur-le-Doubs à présenter ses observations ;
- l'entretien du 25 mai 2023 avec Monsieur le maire de Lays-sur-le-Doubs ;
- l'ensemble des pièces du dossier ;

**Après avoir entendu** Mme Lauriane Merlet, conseillère, en son rapport ;

**Considérant ce qui suit :**

## **SUR LA RECEVABILITÉ DES SAISINES**

1. Le préfet de Saône-et-Loire a saisi la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1612-2 du CGCT qui dispose que « *Si le budget n'est pas adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 30 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants, le représentant de l'État dans le département saisit sans délai la chambre régionale des comptes qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget [...]* ». Lors de la séance du 14 avril 2023, le conseil municipal de Lays-sur-le-Doubs n'a pas adopté le projet de budget primitif de l'exercice 2023, qui n'a fait l'objet d'aucun vote.
2. Le préfet de Saône-et-Loire a également saisi la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1612-12 du CGCT qui dispose que : « *Lorsque le compte administratif fait l'objet d'un rejet par l'assemblée délibérante, le projet de compte administratif joint à la délibération de rejet tel que présenté selon le cas par le maire, le président du conseil départemental ou le président du conseil régional, s'il est conforme au compte de gestion établi par le comptable, après avis rendu sous un mois par la chambre régionale des comptes, saisie sans délai par le représentant de l'État, est substitué au compte administratif pour la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L. 1424-35, L. 2531-13 et L. 4434-9 et pour la liquidation des attributions au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article L. 1615-6* ». Lors de sa séance du 14 avril 2023, le conseil municipal de Lays-sur-le-Doubs a rejeté le projet de compte administratif de l'exercice 2022 par 5 voix contre, soit la majorité des 7 suffrages exprimés.
3. La lettre des saisines du 12 mai 2023 est signée par le préfet de Saône-et-Loire, autorité compétente pour saisir la chambre en matière de contrôle budgétaire.
4. L'article R. 1612-16 du CGCT dispose que « *Lorsque le préfet saisit la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1612-2, il joint à cette saisine l'ensemble des informations et documents, visés aux articles D. 1612-1 à D. 1612-7, indispensables à l'établissement du budget ainsi que les pièces établissant que ces informations ont été communiquées à la collectivité* ». Les documents en question ont été transmis à la chambre les 12 et 17 mai 2023. En conséquence, la saisine doit être déclarée recevable et complète à compter du 17 mai 2023. Le délai d'un mois imparti à la chambre pour formuler ses propositions court à compter de cette date.
5. L'article L. 1612-12 prévoit que, « *Lorsque le compte administratif fait l'objet d'un rejet par l'assemblée délibérante, le projet de compte administratif joint à la délibération de rejet tel que présenté [...]* selon le cas par le maire, le président du conseil départemental ou le président du conseil régional [...] » est examiné par la chambre au regard du compte de gestion établi par le comptable. Les documents budgétaires et comptables nécessaires à l'instruction de cette saisine ont été adressés à la chambre le 12 mai 2023. En conséquence, le délai d'un mois imparti à la chambre pour formuler son avis court à compter du 12 mai 2023.
6. Les deux saisines, bien que distinctes juridiquement, sont liées sur le fond. Ainsi, il convient de les traiter conjointement et il sera statué sur ces saisines dans un unique avis.

## **SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2022**

7. Les résultats de clôture du projet de compte administratif soumis au conseil municipal ne sont pas intégralement conformes à ceux du compte de gestion établi par le comptable public, en raison de l'absence de report des résultats des exercices antérieurs au compte administratif. Toutefois, les montants par compte des dépenses et des recettes des sections de fonctionnement et d'investissement inscrits au titre de l'exercice 2022 sont concordants entre ces deux documents.
8. Le projet de compte administratif peut donc être substitué au compte administratif en application des dispositions précitées de l'article L. 1612-12 du CGCT pour la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L. 1424-35, L. 2531-13 et L. 4434-9 et pour la liquidation au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article L. 1615-6 du CGCT.

## **SUR LES PROPOSITIONS DE REGLEMENT DU BUDGET PRIMITIF DU BUDGET PRINCIPAL 2023**

9. En l'absence de budget exécutoire, il appartient à la chambre régionale des comptes de faire des propositions permettant le fonctionnement normal des services de la collectivité ainsi que le règlement des dépenses obligatoires et la poursuite des opérations engagées, selon une logique de budget minimum, tant en fonctionnement qu'en investissement, et sur le budget de la commune. Dès qu'il aura retrouvé sa capacité à délibérer en matière budgétaire, le conseil municipal pourra compléter ou adapter les inscriptions budgétaires.
10. Pour établir ses propositions en vue du règlement du budget par le préfet de Saône-et-Loire, la chambre régionale des comptes s'est appuyée sur le projet de budget soumis au conseil municipal le 14 avril 2023, sur les comptes administratif et de gestion 2022, sur le niveau de consommation des crédits fourni par le conseiller aux décideurs locaux à la date du 24 mai 2023, ainsi que sur les explications et pièces produites par l'ordonnateur.
11. Les propositions de règlement, qui déterminent le montant des crédits au niveau du chapitre, sont récapitulées dans les tableaux annexés au présent avis.

### **Sur les restes à réaliser à la clôture de l'exercice 2022 et l'affectation des résultats**

12. En application des dispositions de l'article R. 2311-11 du CGCT : *« Le besoin ou l'excédent de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution corrigé des restes à réaliser [...] les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. [...] »*.
13. Après examen des pièces justificatives transmises par la comptable publique, le montant de restes à réaliser en dépenses d'investissement s'élève à 3 124,50 € au lieu de la somme de 12 000 € inscrite par la commune au projet de budget primitif 2023.

14. Les résultats de clôture de l'exercice 2022, après modification des restes à réaliser, font apparaître un solde de fonctionnement excédentaire de 148 652,02 € et un solde d'exécution négatif en section d'investissement de - 2 768,27 €. Ainsi, la somme de 2 768,27 € doit être affectée en réserves en investissement (R 1068) et celle de 145 883,75 € doit être reportée en fonctionnement (R 002).

## **Sur les propositions de règlement du budget principal pour 2023**

### **► Sur la section de fonctionnement : en dépenses**

15. Après vérification de la sincérité des inscriptions budgétaires, le montant total des prévisions de dépenses réelles de fonctionnement peut être diminué de 67 183 € par rapport au projet de budget présenté au conseil municipal. Ces dépenses peuvent être ainsi réparties :

⇒ Au chapitre 011 « Charges à caractère général » : 62 850 € au lieu de 110 500 €. La somme prévue au budget primitif 2023 est apparue surestimée au regard des dépenses moyennes annuelles depuis 2019 (33 719 €) et des projets envisagés par la commune. La somme de 64 000 € a notamment été inscrite au projet de budget primitif au titre du recours aux services extérieurs alors qu'en moyenne depuis 2019 la collectivité a dépensé 14 400 € aux articles considérés ;

⇒ Au chapitre 012 « Charges de personnel, frais assimilés » : 63 500 € au lieu de 70 500 €, au regard des traitements versés au cours des premiers mois de l'année 2023, en prenant en compte la hausse du temps de travail de l'employé de la filière technique ;

⇒ Au chapitre 014 « Atténuations de produits » : 1 640 €, conformément à la prévision de la commune ;

⇒ Au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 33 640 € au lieu de 36 500 €, en raison d'un ajustement des montants inscrits aux articles 6531, 6533, 6558 et de la suppression du montant inscrit sans justification à l'article 65888 ;

⇒ Au chapitre 66 « Charges financières » : 50 €, différant légèrement des prévisions de la commune, au regard du calendrier des échéances d'emprunt fourni par le comptable ;

⇒ Au chapitre 67 « Charges exceptionnelles » : 50 €, justifiés par une pénalité fiscale et déjà mandatés, au lieu de la somme de 3 100 € envisagée par la commune ;

⇒ Au chapitre 68 « Dotations aux amortissements et provisions » : 0 € au lieu de 1 000 €. La commune n'étant pas soumise à l'obligation d'amortissement en dehors de ses dépenses au compte 204 (dont le solde est nul au 31 décembre 2022), cette prévision n'apparaît pas indispensable dans le cadre de l'élaboration d'un budget minimum ;

⇒ Au chapitre 022 « Dépenses imprévues de fonctionnement » : 0 € au lieu de 5 150 €, dans le cadre de l'élaboration d'un budget minimum ;

⇒ Au chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » : La commune a inscrit au projet de budget primitif la somme de 79 285 € au titre du virement à la section d'investissement. Cependant, au regard des modifications présentées ci-après au sein de la section d'investissement, le montant peut être réduit à 11 545 €.

16. Il résulte de ce qui précède que le total des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal de la commune de Lays-sur-le-Doubs peut être arrêté à la somme de 161 731 € et que le virement à la section d'investissement peut être porté à 11 545 €. Par conséquent, le montant total des dépenses de fonctionnement du budget principal de la commune de Lays-sur-le-Doubs peut être établi à 173 276 €.

► **Sur la section de fonctionnement : en recettes**

17. Le montant total des prévisions de recettes réelles de fonctionnement peut être diminué de 4 965 € par rapport au projet de budget présenté au conseil municipal. Ces recettes peuvent être ainsi réparties :

⇒ Au chapitre 70 « Produits des services, domaines et ventes diverses » : 17 803 € au lieu de 12 974 €, afin de tenir compte des recettes récurrentes, notamment 5 000 € à l'article 7035 « Locations de droits de chasse et de pêche » ;

⇒ Au chapitre 73 « Impôts et taxes » : 77 826 € au lieu de 89 826 €. Cette somme comprend :

- 71 240 € au titre des impôts directs locaux ;
- 6 426 € au titre du fonds de péréquation des ressources communautaires et intercommunales 2022 et 2023 ;
- 160 € du titre de l'article 7388 « Autres taxes diverses », déjà perçus ;

⇒ Au chapitre 74 « Dotations et participations » : 59 736 € au lieu de 57 884 €. Cette somme comprend notamment :

- 8 083 € au titre de la dotation forfaitaire ;
- 4 719 € de dotation de solidarité rurale ;
- 5 065 € de dotation nationale de péréquation ;
- 12 336 € de dotation aux élus locaux au titre des exercices 2022 et 2023 ;
- 23 200 € d'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle au titre des exercices 2022 et 2023 ;
- 3 000 € de dotation de soutien pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales ;
- 3 097 € d'allocations compensatrices au titre de la contribution économique territoriale et des taxes foncières ;

⇒ Au chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 10 815 € au lieu de 9 100 €, correspondant aux recettes attendues et justifiées de location des immeubles ;

⇒ Au chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 140 € déjà reçus au lieu de 500 € prévus au budget primitif 2023 ;

⇒ Au chapitre 78 « Reprise sur amortissements et provisions » : 0 € au lieu de 1 000 €, dans le cadre de l'élaboration d'un budget minimum.

18. Il résulte de ce qui précède que le total des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de la commune de Lays-sur-le-Doubs peut être arrêté à la somme de 166 320 €. L'excédent de fonctionnement reporté s'élève à 145 884 €. Par conséquent, le total des recettes de fonctionnement peut être établi à 312 204 €.
19. Dès lors, la section de fonctionnement est présentée en situation de suréquilibre de 138 928 €. Au regard des dispositions de l'article L. 612-7 du CGCT, cet excédent de la section de fonctionnement n'induit pas un déséquilibre du budget primitif de la commune au sens de l'article L. 612-5 du CGCT.

**► Sur la section d'investissement : en dépenses**

20. En sus des restes à réaliser inscrits pour 12 000 €, la commune a inscrit 79 985 € en propositions nouvelles de dépenses d'investissement, pour un montant total de 91 985 €.
21. Les propositions de dépenses peuvent être réduites à 22 685 €, dont 3 125 € de restes à réaliser corrigés, ainsi réparties :
- ⇒ Au chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 16 200 €, au lieu de la somme de 83 500 € inscrite, dont 3 125 € de restes à réaliser, conformément aux montants des factures de travaux exécutés dans l'un des appartements locatifs de la commune, déjà mandatés, et 13 076 € de dépenses nouvelles, limitées aux dépenses obligatoires et à la poursuite de opérations engagées, pour la mise en place d'un abri de bus, la réalisation de quelques menus travaux de sécurité dans le second appartement locatif de la commune, et l'achat, déjà réalisé, de matériels informatiques ;
  - ⇒ Au chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 6 485 €, correspondant au remboursement du capital des emprunts en cours et à 700 € pour le remboursement de cautions des locataires des logements communaux.

**► Sur la section d'investissement : en recettes**

22. La commune a inscrit 91 985 € en propositions nouvelles de recettes d'investissement.
23. Les propositions de recettes réelles d'investissement peuvent être arrêtées à 10 783 €, ainsi réparties :
- ⇒ Au chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 7 315 € au titre de l'article 10222 « FCTVA » déjà perçus par la commune ;
  - ⇒ A l'article 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » : 2 768 €, conformément à la modification de l'affectation du résultat proposé ci-avant ;
  - ⇒ Au chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 700 €, correspondant aux cautions de locataires des logements communaux.

24. Comme indiqué ci-avant, et au regard du montant des dépenses d'investissement qu'il est proposé de retenir dans le cadre de ce budget minimum, le virement de la section de fonctionnement peut être établi à la somme de 11 545 € au lieu de celle de 79 285 € initialement prévue par la commune.
25. Après prise en compte du solde d'exécution positif reporté R 001 d'un montant de 357 €, le total des recettes d'investissement s'élèverait à 22 685 €. Dès lors, la section d'investissement serait présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

### **Conclusion sur l'équilibre réel du budget principal**

26. Aux termes de l'article L. 1612-4 du CGCT, *« Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice ».*
27. Après report des résultats de clôture constatés en 2022, des restes à réaliser et en intégrant les propositions de la chambre, le budget principal proposé se présente en équilibre. En section de fonctionnement, les dépenses totales s'élèvent à 173 276 € et les recettes totales à 312 204 €. La section de fonctionnement présente ainsi un excédent de 138 928 €. En section d'investissement, les dépenses et les recettes sont équilibrées à 22 685 €.
28. Les propositions en vue du règlement du budget 2023 permettent la couverture de l'annuité de la dette en capital (5 770 €) par des ressources propres constituées notamment du virement de la section de fonctionnement (11 545 €) et du fonds de compensation de la TVA (7 315 €).

## **PAR CES MOTIFS,**

**ARTICLE 1 : DÉCLARE** recevables et complètes les saisines du préfet de Saône-et-Loire au titre de l'article L. 1612-12 et de l'article L. 1612-2 du CGCT, respectivement aux dates du 12 mai 2023 et du 17 mai 2023 ;

**ARTICLE 2 : DIT** que le projet de compte administratif 2022 de la commune de Lays-sur-le-Doubs, dont les résultats d'exécution au titre de l'année considérée sont conformes au compte de gestion établi par le comptable public, peut être substitué au compte administratif ;

**ARTICLE 3 : PROPOSE** au préfet de Saône-et-Loire de régler le budget primitif de la commune de Lays-sur-le-Doubs conformément aux tableaux ci-après ;

**ARTICLE 4 : DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de Saône-et-Loire, au maire de la commune de Lays-sur-le-Doubs ainsi qu'à la comptable publique, sous couvert du directeur départemental des finances publiques de la Saône-et-Loire ;

**ARTICLE 5 : RAPPELLE** que le conseil municipal doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, conformément aux dispositions de l'article L. 1612-19 du CGCT ;

**ARTICLE 6 : RAPPELLE** que sans attendre la réunion de l'assemblée délibérante, les avis formulés par la chambre régionale des comptes font l'objet d'une publicité immédiate.

Fait et délibéré en plénière à la chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté, le neuf juin deux mille vingt-trois.

Présents : Mme Marie-Laure ROLLAND-GAGNE, présidente de section, présidente de séance, Mme Stéphanie BRAT, M. Pascal DANCERT et Mme Célia BELTRAMO-MARTIN, premiers conseillers, Mme Lauriane MERLET, rapporteure, conseillère.

La présidente de section,  
Présidente de séance,



**Marie-Laure ROLLAND GAGNE**

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                           | Libellé                                       | CA 2022        | BP 2023 non voté | Budget proposé CRC |
|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------|------------------|--------------------|
| 011                                             | Charges à caractère général                   | 36 101         | 110 500          | 62 850             |
| 012                                             | Charges de personnel et frais assimilés       | 42 853         | 70 500           | 63 500             |
| 014                                             | Atténuations de produits                      | 1 640          | 1 640            | 1 640              |
| 65                                              | Autres charges de gestion courante            | 31 719         | 36 500           | 33 641             |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>       |                                               | <b>112 312</b> | <b>219 140</b>   | <b>161 631</b>     |
| 66                                              | Charges financières                           | 71             | 24               | 50                 |
| 67                                              | Charges exceptionnelles                       | 414            | 3 100            | 50                 |
| 68                                              | Dotations provisions semi-budgétaires         |                | 1 000            |                    |
| 022                                             | Dépenses imprévues                            |                | 5 150            |                    |
| <b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                               | <b>112 797</b> | <b>228 414</b>   | <b>161 731</b>     |
| 023                                             | Virement à la section d'investissement        |                | 79 285           | 11 545             |
| 042                                             | Opé. d'ordre de transfert entre sections      |                |                  |                    |
| 043                                             | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. |                |                  |                    |
| <b>Total dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                               |                | <b>79 285</b>    | <b>11 545</b>      |
| <b>TOTAL</b>                                    |                                               | <b>112 797</b> | <b>307 699</b>   | <b>173 276</b>     |
| +                                               | <b>D002 Déficit de fonctionnement reporté</b> |                |                  |                    |
| =                                               | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>   | <b>112 797</b> | <b>307 699</b>   | <b>173 276</b>     |

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                           | Libellé                                         | CA 2022        | BP 2023 non voté | Budget proposé CRC |
|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------|------------------|--------------------|
| 013                                             | Atténuations de charges                         |                |                  |                    |
| 70                                              | Produits des services, du domaine et ventes     | 21 617         | 12 974           | 17 803             |
| 73                                              | Impôts et taxes                                 | 66 814         | 89 826           | 77 826             |
| 74                                              | Dotations et participations                     | 21 506         | 57 884           | 59 736             |
| 75                                              | Autres produits de gestion courante             | 11 441         | 9 100            | 10 815             |
| <b>Total recettes de gestion courante</b>       |                                                 | <b>121 377</b> | <b>169 785</b>   | <b>166 180</b>     |
| 76                                              | Produits financiers                             |                |                  |                    |
| 77                                              | Produits exceptionnels                          | 4 404          | 500              | 140                |
| 78                                              | Reprises sur provisions semi-budgétaires        |                | 1 000            |                    |
| <b>Total recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                 | <b>125 781</b> | <b>171 285</b>   | <b>166 320</b>     |
| 042                                             | Opé. d'ordre de transfert entre sections        |                |                  |                    |
| 043                                             | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct.   |                |                  |                    |
| <b>Total recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 |                |                  |                    |
| <b>TOTAL</b>                                    |                                                 | <b>125 781</b> | <b>171 285</b>   | <b>166 320</b>     |
| +                                               | <b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté</b> | <b>135 074</b> | <b>136 414</b>   | <b>145 884</b>     |
| =                                               | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>     | <b>260 855</b> | <b>307 699</b>   | <b>312 204</b>     |
|                                                 | <b>Résultat section de fonctionnement</b>       | <b>148 058</b> |                  | <b>138 928</b>     |

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap.        | Libellé                                         | CA<br>2022    | BP 2023 non voté        |                                     |               | Propositions CRC        |                           |               |
|--------------|-------------------------------------------------|---------------|-------------------------|-------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------|---------------|
|              |                                                 |               | Restes<br>à<br>réaliser | Propositions<br>nouvelles<br>votées | TOTAL         | Restes<br>à<br>réaliser | Propositions<br>nouvelles | TOTAL         |
| 20           | immobilisations incorporelles (sauf 204)        |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 204          | Subventions d'investissement versées            |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 21           | Immobilisations corporelles                     | 32 149        | 12 000                  | 71 500                              | 83 500        | 3 125                   | 13 076                    | 16 200        |
| 22           | Immobilisations reçues en affectation           |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 23           | Immobilisations en cours                        |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
|              | <b>Total dépenses d'équipement</b>              | <b>32 149</b> | <b>12 000</b>           | <b>71 500</b>                       | <b>83 500</b> | <b>3 125</b>            | <b>13 076</b>             | <b>16 200</b> |
| 10           | Dotations, fonds divers et réserves             |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 13           | Subventions d'investissement                    |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 16           | Emprunts et dettes assimilées                   | 5 738         |                         | 6 485                               | 6 485         |                         | 6 485                     | 6 485         |
| 165          | Dépôts et cautionnements                        |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 18           | Compte de liaison, affectation (BA, régie)      |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 26           | Participations et créances                      |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 27           | Autres immobilisations financières              |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 020          | Dépenses imprévues                              |               |                         | 2 000                               | 2 000         |                         |                           |               |
|              | <b>Total des dépenses financières</b>           | <b>5 738</b>  |                         | <b>8 485</b>                        | <b>8 485</b>  |                         | <b>6 485</b>              | <b>6 485</b>  |
| 45...        | Total des opé. pour compte de tiers             |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
|              | <b>Total dépenses réelles d'invest.</b>         | <b>37 886</b> | <b>12 000</b>           | <b>79 985</b>                       | <b>91 985</b> | <b>3 125</b>            | <b>19 561</b>             | <b>22 685</b> |
| 040          | Opé. d'ordre de transfert entre sections        |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| 041          | Opérations patrimoniales                        |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
|              | <b>Total dépenses d'ordre d'invest.</b>         |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| <b>TOTAL</b> |                                                 | <b>37 886</b> | <b>12 000</b>           | <b>79 985</b>                       | <b>91 985</b> | <b>3 125</b>            | <b>19 561</b>             | <b>22 685</b> |
| +            | D001 Solde d'exécution négatif reporté          |               |                         |                                     |               |                         |                           |               |
| =            | <b>TOTAL DES DEP. D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>37 886</b> |                         |                                     | <b>91 985</b> |                         |                           | <b>22 685</b> |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé                                          | CA 2022        | BP 2023 non voté  |                               |               | Propositions CRC  |                        |                |
|-------|--------------------------------------------------|----------------|-------------------|-------------------------------|---------------|-------------------|------------------------|----------------|
|       |                                                  |                | Restes à réaliser | Propositions nouvelles votées | TOTAL         | Restes à réaliser | Propositions nouvelles | TOTAL          |
| 13    | Subventions d'investissement reçues (sauf 138)   |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (sauf 165)         |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 20    | Immobilisations incorporelles (sauf 204)         |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 21    | Immobilisations corporelles                      | 513            |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation            |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 23    | Immobilisations en cours                         |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
|       | <b>Total recettes d'équipement</b>               | <b>513</b>     |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)  |                |                   | 11 643                        | 11 643        |                   | 7 315                  | 7 315          |
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisés          |                |                   |                               |               |                   | 2 768                  | 2 768          |
| 138   | Autres subv. d'invest. non transférables         |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 165   | Dépôts et cautionnement reçus                    |                |                   | 700                           | 700           |                   | 700                    | 700            |
| 18    | Compte de liaison, affectation (BA, régie)       |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 26    | Participations et créances                       |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 27    | Autres immobilisations financières               |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 024   | Produit des cessions d'immobilisations           |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
|       | <b>Total des recettes financières</b>            |                |                   | <b>12 343</b>                 | <b>12 343</b> |                   | <b>10 783</b>          | <b>10 783</b>  |
| 45... | Total des op. pour compte de tiers               |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
|       | <b>Total recettes réelles d'invest.</b>          | <b>513</b>     |                   | <b>12 343</b>                 | <b>12 343</b> |                   | <b>10 783</b>          | <b>10 783</b>  |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement         |                |                   | 79 285                        | 79 285        |                   | 11 545                 | 11 545         |
| 040   | Op.d'ordre de transfert entre sections           |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
| 041   | Opérations patrimoniales                         |                |                   |                               |               |                   |                        |                |
|       | <b>Total recettes d'ordre d'invest.</b>          |                |                   | <b>79 285</b>                 | <b>79 285</b> |                   | <b>11 545</b>          | <b>11 545</b>  |
|       | <b>TOTAL</b>                                     | <b>513</b>     |                   | <b>91 628</b>                 | <b>91 628</b> |                   | <b>22 328</b>          | <b>22 328</b>  |
| +     | <b>R001 Solde d'exécution positif reporté</b>    | <b>37 730</b>  |                   |                               | <b>357</b>    |                   |                        | <b>357</b>     |
| =     | <b>TOTAL DES REC. D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>  | <b>38 243</b>  |                   |                               | <b>91 985</b> |                   |                        | <b>22 685</b>  |
|       | <b>Résultat SI</b>                               | <b>357</b>     |                   |                               |               |                   |                        | <b>0</b>       |
|       | <b>RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE (SF+SI)</b> | <b>148 414</b> |                   |                               |               |                   |                        | <b>138 928</b> |